



# Prenons soin de nous

## À DÉCOUVRIR

Sénégal, pays de contrastes

Dossier Covid-19

Le chocolat, c'est la santé!

Avec les jeunes des rues au Guatemala

W  
S  
M  
M  
A  
G  
A  
Z  
I  
N  
E

26

**GRAND ANGLE**

Sur 12,5 milliards d'heures de travail de soin non-rémunérées par jour

12

**VRAI OU FAUX ?**

« Le coronavirus ne fait pas de discrimination. »



**HUMAN OF THE WORLD**

13

Zoé, 24 ans, actrice de changement

28

**DANS NOS ARMOIRES**

Tous fondus de chocolat !



20

**SÉNÉGAL**

Immersion dans un pays de contrastes



16

**GUATEMALA**

L'amitié comme fondement



30

**FOCUS**

Le soin dans le viseur



10

**EN BREF**

Déconfinions les droits des sans-papiers ! Et d'autres nouvelles en format court...

14

**EN PARALLÈLE**

Soignant-es de Belgique et des Philippines

4

**DOSSIER COVID-19**

WSM et ses partenaires en lutte contre les effets du Covid-19. Notre arme: une bonne protection sociale pour toutes et tous.

Le travail fourni par WSM et ses partenaires est rendu possible grâce au soutien de la DGD, d'ENABEL, de Wallonie-Bruxelles Internationale, la Région de Bruxelles-Capitale, la province de Flandre Occidentale, beweging.net, le MOC, kwb, Familiehulp, l'ANMC, la CSC, ACV-Puls, la CSC BIE, la CSC A&S, l'ACV-CSC METEA, la KAJ, Femma, le FBZ Pétrole, Co-Valent, FBZ PC 314, Alimento, Internationale Mijnerkersolidariteit, 11.11.11, CNCD-11.11.11, BRS, DEME4Life, VDK et beaucoup de donateurs et donatrices individuel-les.



**COMMENT ALLEZ-VOUS ?**

Après les quelques mois intenses qui viennent de s'écouler, nous espérons tout d'abord que vous vous portez bien, vous et vos proches.

Pour nous, c'est clair: prendre soin des autres est au cœur de l'ADN de WSM. C'est en se préoccupant des uns et des autres, avec une attention pour les plus petit-es, les plus faibles, les plus précaires, que nous pourrions parvenir à une société juste et durable. Nous avons fait ce choix du soin dans toutes ses dimensions comme fil rouge de notre deuxième numéro du WSM magazine, il y a des mois déjà, bien avant d'avoir entendu parler de Covid-19... Aujourd'hui, après des semaines de quarantaine et au milieu d'une crise systémique mondiale, notre choix nous apparaît plus que jamais juste et nécessaire.

Nos partenaires dans le monde mettent tout en œuvre pour limiter les conséquences de la pandémie. Et WSM ? WSM prend soin d'eux, entre autres avec des ressources financières supplémentaires.

Découvrez comment nos partenaires au Sénégal rendent les soins de santé accessibles et abordables pour toutes et tous, mais aussi comment le MOJOCA à Guatemala City prend soin de ceux dont personne ne se préoccupe, les jeunes de la rue.

Prenez le temps de vous rendre compte de tout ce travail de soin invisible qui rend nos sociétés meilleures. Un travail souvent mené dans l'ombre, par une majorité de femmes.

De toute évidence, une bonne protection sociale peut limiter les dommages humains et économiques lorsqu'une pandémie frappe la population. Nous sommes convaincu-es que ce n'est pas seulement faisable, mais aussi abordable ! Nous ne voulons pas revenir au monde d'avant le coronavirus. Nous ne voulons pas « revenir à l'anormal », où des millions de gens ne peuvent compter sur personne. C'est l'occasion de prendre un nouveau départ.

Prenez soin de nous.

**Jennifer Van Driessche**



## LES PARTENAIRES DE WSM EN LUTTE CONTRE LE COVID-19

Vaincre l'ennemi public numéro un – le Covid-19 – est devenu une priorité mondiale. Mais nous ne sommes pas à armes égales. Pénurie de matériel de protection, de nourriture et d'eau potable, manque de médecins ou d'hôpitaux bien équipés, des millions de sans-emploi... La riposte est plutôt faible dans beaucoup d'endroits du monde. Ce dossier vous fera découvrir comment les partenaires de WSM mènent cette lutte contre le coronavirus dans leurs pays respectifs et tentent de limiter les conséquences de la crise. Vous y verrez aussi comment WSM contribue, avec ses partenaires, au développement d'une protection sociale universelle, la seule manière de limiter les dégâts humains et économiques provoqués par une pandémie.

TEXTE / Loïs Savat, Katrien Liebaut, Koen Detavernier, Katrien Verwimp

Chaque jour, les partenaires de WSM s'impliquent pour un changement structurel. Mais le coronavirus frappe sans pitié et le nombre de personnes en situation d'extrême vulnérabilité augmente de jour en jour. Dans ce contexte, les partenaires de WSM se sont retrouvés les manches pour aider le plus de monde possible. Ils organisent des campagnes de prévention, fournissent des soins médicaux, distribuent des colis alimentaires et du matériel de protection et entrent en dialogue avec les autorités locales et les employeurs pour réclamer des mesures sociales.

### DE L'AIDE ALIMENTAIRE AU PLAIDOYER POLITIQUE

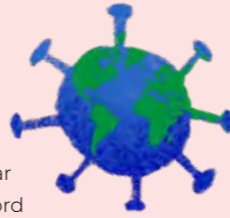
Pour des millions de personnes au **Bangladesh**, les conséquences du confinement sont dramatiques. Ne pas travailler signifie littéralement ne pas manger. L'organisation de

santé Gonoshasthaya Kendra (GK) a donc lancé une distribution de colis alimentaires. De nombreuses usines de la capitale Dhaka ont fermé leurs portes. Les travailleur-euses qui sont retourné-es dans leur village d'origine ont contribué à propager le virus dans tout le pays. GK distribue des masques buccaux et a développé un test de dépistage du Covid-19 afin de limiter la contamination. Le syndicat du secteur de l'habillement NGWF distribue de la nourriture, du savon et des masques aux travailleur-euses textiles sans emploi.

Au **Cambodge** aussi, le secteur de l'habillement est touché par le chômage massif. Le syndicat cambodgien du secteur textile C.CAWDU exige des marques de vêtements qui annulent leurs commandes du jour au lendemain, qu'elles prennent leurs responsabilités moyennant une contribution financière aux personnes qui sont désormais tenues de rester chez elles.

**Les partenaires de WSM organisent des campagnes de prévention, fournissent des soins médicaux, distribuent des colis alimentaires et entrent en dialogue avec les autorités locales et les employeurs pour réclamer des mesures sociales.**

**La situation est urgente et sans précédent. WSM mobilise dès lors des ressources supplémentaires pour financer les activités Covid-19 de ses partenaires. Dans les prochains mois aussi, WSM fera de son mieux pour répondre aux demandes de ses partenaires.**



&gt;&gt;

Les partenaires **indiens** de WSM ont adressé une carte blanche à leur Premier Ministre Modi pour attirer son attention sur la situation des travailleur-euses de l'économie informelle. Car en l'absence de mesures efficaces et d'une protection sociale plus solide, le nombre de victimes de la faim menace de dépasser celui des décès du Covid-19.

Le mouvement des travailleurs et travailleuses domestiques NDWM distribue des colis alimentaires aux aides ménagères sans emploi.

Dans leur plaidoyer auprès des autorités, le NDWM insiste sur la nécessité d'élargir les rations et l'appui financier au personnel domestique. Par ailleurs, le NDWM attire l'attention des médias

sur la situation critique de milliers de travailleur-euses.

Le secteur des soins **philippin** manque cruellement de personnel médical, de médicaments, de matériel de dépistage et d'autres équipements pour lutter contre la pandémie. Le syndicat des professionnels de la santé Alliance of Health Workers (AHW) accuse le ministère de ne pas se soucier de la sécurité tant du personnel de santé que des patients, et a déposé plainte auprès du gouvernement philippin.

Au **Népal**, les syndicats NTUC et GE-FONT offrent une aide alimentaire à leurs membres dans le besoin, la plupart du temps des travailleur-euses informel-les ou journalier-es. Les syndicats donnent également des conseils de prévention à un maxi-

mum de gens. Ils ont par ailleurs négocié un accord avec le gouvernement concernant des mesures d'appui pour les personnes en chômage technique.

#### **DE LA PRÉVENTION DES MALADIES AU CONSEIL JURIDIQUE**

En **République dominicaine**, notre partenaire MOSCTHA a décidé de développer une campagne de prévention supplémentaire afin d'informer les groupes cibles difficiles à atteindre, tels que les migrants haïtiens. Et grâce à ses cliniques mobiles, le MOSCTHA distribue des masques buccaux, du savon et du gel hydroalcoolique.

Moyennant une protection suffisante pour ses bénévoles, l'organisation MOJOCA peut continuer de s'investir pour les jeunes des rues au **Guatemala**. Les bénévoles préparent et distribuent des repas et donnent des conseils aux jeunes pour leur sécurité.

En **Bolivie**, l'organisation de femmes Gregoria Apaza a lancé une campagne à grande échelle et une plateforme en ligne afin de sensibiliser les travailleurs et travailleuses à propos de leurs droits. Les petites et les grandes entreprises, mais également les aides ménagères et les travailleur-euses de l'économie informelle sont confronté-es à de plus en plus de violations de leurs droits du travail. Gregoria Apaza leur offre une aide juridique gratuite et les aide à réclamer un dédommagement.

Au **Burkina Faso**, au **Bénin** et au **Mali**, différentes mutualités passent de village en village pour donner des

explications et des conseils concrets. Elles soutiennent les hôpitaux locaux dans les préparatifs et la collecte du matériel nécessaire. La mutualité UTM au Mali informe la population au moyen de panneaux d'information et de messages sur les radios locales. Les bureaux locaux et les centres de santé ont été fournis en savon liquide et en gel hydroalcoolique.

Vous aimeriez en savoir plus sur les actions de nos partenaires pour lutter contre le Covid-19 ? Consultez notre page web: [wsm.be/coronanews](http://wsm.be/coronanews)

#### **La situation est urgente et sans précédent. Dès lors, WSM a décidé de libérer des moyens supplémentaires pour financer les activités 'Covid-19' de ses partenaires.**

En beaucoup d'endroits d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, le pic de contagion est loin d'être atteint et la crise économique se fait sentir plus que jamais. WSM fera donc de son mieux, dans les prochains mois, pour répondre aux demandes de ses partenaires.

Pour soutenir financièrement le travail de nos partenaires, référez-vous à notre lettre d'appel aux dons insérée dans ce magazine. Merci !

## **APPEL AUX DÉCIDEURS ET DÉCIDEUSES: N'ABANDONNEZ PAS LES PERSONNES ÂGÉES À LEUR SORT !**

**Les personnes âgées sont les plus concernées par les mesures strictes de confinement. Ce sont aussi elles qui courent le plus de risques d'être gravement atteintes par ce virus. Mais l'isolement social et la pauvreté guettent. Maintenant qu'ils-elles doivent se passer de l'appui financier d'autres membres de la famille, les ainé-es ont plus que jamais besoin d'une société solidaire.**

Vieillir dignement passe par une pension suffisante et un accès à des soins de santé adaptés. Recevoir une pension décente est un droit, qu'on soit ou pas en temps de Covid-19. Pourtant, nombreux-ses sont les ainé-es à ne pas bénéficier de ce droit. Même en temps 'normal', la plupart des allocations de retraite sont trop faibles. Dans les pays à faibles revenus, seuls 20% des personnes âgées reçoivent une pension. Les décideur-euses politiques doivent donc œuvrer pour des pensions dignes pour toutes et tous. Et quand le droit à une forme de pension est déjà reconnu, les autorités doivent garantir que ces montants soient effectivement payés.



Être en bonne santé est aussi un droit. Et être en bonne santé ne peut pas seulement dire qu'on n'est pas malade. En plus de l'accès à des soins de santé, une alimentation saine et un soutien social ont aussi toute leur importance.

Les États sont à même de mieux soutenir leurs personnes âgées. Mais ce groupe de la population doit dès lors être rendu plus visible dans les politiques adoptées. C'est pourquoi les organisations de personnes âgées du monde entier réclament d'urgence d'être entendues. Elles demandent aux décideur-euses de tenir compte de la situation des personnes âgées, y compris dans la préparation et la mise en œuvre des interventions liées à la pandémie.

**En temps de Covid-19, les plus âgé-es de la société peuvent compter sur WSM.** Les équipes de notre organisation partenaire AREDS en **Inde du Sud** se rendent – équipées de gants et masques de protection – jusqu'au domicile des personnes pour veiller à ce que leur soit payée leur allocation de vieillesse, même en période de crise pandémique. Au **Burundi**, en **R.D. Congo** et au **Rwanda**, les prix des aliments ne cessent d'augmenter. Raison pour laquelle les organisations d'ainés CBY (Burundi), ARR (Rwanda) et WAVE (R.D. Congo) ont décidé de distribuer des colis de nourriture à grande échelle.

**Koen Detavernier**

Service plaidoyer et recherche WSM

## WSM FOCUS

TRAVAIL DÉCENT  
ET PROTECTION SOCIALE  
POUR TOUTES ET TOUS

&gt;&gt;

Grâce à une protection sociale universelle, les pays peuvent limiter les dégâts humains et économiques lorsqu'une pandémie touche la population. Et bonne nouvelle: cette protection sociale universelle est réalisable et finançable. Explication par Katrien Verwimp, responsable du service plaidoyer et recherche de WSM.

**Le Covid-19 touche tout le monde sans distinction. Mais certaines personnes sont plus touchées que d'autres. Comment cela se fait-il ?**

Attraper le Covid-19, c'est du sérieux. Heureusement, nous pouvons consulter notre médecin, acheter des médicaments à la pharmacie, et si nécessaire, nous serons emmené-es à l'hôpital. Pour la plupart des gens, cela peut se faire sans dépenses excessives. Grâce à la sécurité sociale, nous ne payons pas nous-mêmes une partie de la facture. Mais pour ceux-celles qui vivent dans la pauvreté – y compris en Belgique –, tomber malade peut être une catastrophe.

Pour une grande partie de la population mondiale, le tableau est vraiment noir. 40% des gens n'ont aucun accès à des soins de santé abordables. 800 millions de gens consacrent chaque année au

moins 10% de leur budget familial à des soins de santé. Et chaque année, 100 millions de personnes tombent dans la pauvreté en raison de dépenses médicales. Et des millions d'entre elles n'ont tout simplement pas les moyens de se faire soigner si elles tombent malades. Même si cette maladie s'appelle Covid-19.

De plus, beaucoup de gens travaillent dans l'économie informelle. Ils font un travail pour lequel il n'existe aucun cadre légal: pas de contrat de travail, pas d'accord salarial contraignant, pas de sécurité sociale, pas de règles de sécurité, ... Dans bon nombre de pays, cela représente 80% de l'ensemble des emplois. Pensez aux travailleur-euses à la journée, aux vendeurs de rue, aux aides ménagères, ... Non seulement, ces personnes n'ont pas accès à des soins de santé, mais elles ne touchent

tout simplement aucun salaire si elles tombent malades, ou si elles doivent rester chez elles en raison d'un confinement. Le dilemme insoluble entre mourir de faim ou souffrir du Covid-19 se pose vraiment pour ces gens.

**Serait-il possible de réduire les conséquences d'une pandémie comme celle-ci ?**

Depuis des années, WSM, en collaboration avec ses partenaires, plaide pour un travail décent et une protection sociale pour toutes et tous. Ce ne sont pas des concepts creux. Il est question de mesures concrètes qui font en sorte que les gens disposent d'une base suffisante. Un travail décent permet à chacun-e de travailler dans de bonnes conditions pour un revenu suffisant en vue d'assurer une vie digne à sa famille. Le travail décent donne aussi droit à une protection sociale, tout au long de la vie d'une personne: à la naissance, en cas de maladie ou de perte d'emploi, en temps de vieillesse jusqu'à la mort.

En collaboration avec nos partenaires en Belgique, Afrique, Asie et Amérique latine, nous plaçons pour un cadre législatif qui offre une protection sociale à tout le monde. Actuellement, les pays qui disposent d'une bonne protection sociale peuvent veiller à ce que celles et ceux qui contractent le Covid-19 puissent se faire soigner sans s'appauvrir. Le travail décent et une bonne protection sociale permettent d'éviter que les personnes se retrouvent sans re-



venus quand elles tombent malades, ou quand elles sont temporairement dans l'incapacité d'exercer leur travail.

**C'est très beau tout ça, mais est-ce réalisable financièrement ?**

C'est à la fois réalisable et finançable ! Il ne manque que la volonté politique. Le fait que l'OIT et la Banque mondiale aient joint leurs forces, avec toute une série de pays et d'organisations internationales, au sein du *'Partenariat mondial pour une protection sociale universelle d'ici 2030'* est déjà un signal important. Tout le monde reconnaît qu'il y a de l'argent disponible dans l'économie mondiale. Il est clair que des décisions courageuses doivent être prises, comme une fiscalité juste et une solidarité internationale pour veiller à ce que cette protection sociale atteigne aussi les groupes les plus pauvres de la population. Entretemps, nos partenaires continuent d'étendre les systèmes de protection sociale existants. Comme en Indonésie, où la société civile s'est réunie pour obtenir que le système national de sécurité sociale soit désormais également ouvert aux travailleurs et travailleuses de l'économie informelle.

**Les mouvements sociaux jouent donc un rôle primordial ?**

Qui mieux qu'une mutuelle de santé peut évaluer quels sont les besoins de santé de la population ? Qui mieux qu'un syndicat sait ce qu'il faut instaurer pour que les gens puissent travailler dans de bonnes conditions ? Les mouvements sociaux contribuent chaque jour à la construction d'une protection sociale universelle. Pour aujourd'hui, pendant la pandémie Covid-19, mais aussi pour demain, quand elle se sera calmée, et pour après-demain, quand se déclarera peut-être une nouvelle crise. Nous, mouvements sociaux, pouvons faire la différence.

## UN NOUVEAU DÉPART

Le COVID-19 a provoqué une crise mondiale: d'abord une crise sanitaire, mais aussi une crise sociétale, avec un énorme impact sur l'économie et la société. La solidarité et l'attention aux autres sont très importants en cette période. Car ce n'est qu'ensemble qu'on pourra surmonter la crise et veiller à ce qu'un prochain assaut touche moins les personnes ordinaires.

Nous méritons toutes et tous une bonne protection contre le virus, en particulier les personnes en situation de vulnérabilité. Tout le monde doit pouvoir être pris en charge à l'hôpital. **Des soins de santé accessibles et de qualité pour toutes et tous, c'est une priorité.**



Quand WSM et ses partenaires plaident pour une protection sociale universelle, il est aussi question des revenus. Suite à la pandémie, près de 1,6 milliard de travailleur-euses de l'économie informelle risquent de ne plus pouvoir subvenir à leurs besoins. Les syndicats défendent le travail décent et un salaire vital. Cela contribue à renforcer la résilience en cas de crise.

Dans bon nombre de pays, les autorités ne sont pas pressées d'impliquer la société civile pour affronter la crise. Pourtant, ce sont ces organisations qui sont proches des gens. Elles peuvent contribuer à faire parvenir les informations sur la protection et la lutte contre le virus jusqu'aux villages les plus reculés, à l'installation de postes de soins, à l'entraide en ces temps difficiles. Les mouvements sociaux traduisent les véritables besoins des populations et peuvent assister les États dans la recherche de solutions. **Les mouvements sociaux jouent donc un rôle crucial.**

La crise corona est plus qu'une crise sanitaire, c'est une crise systémique. Elle démontre que notre système a atteint ses limites, avec

une concurrence débridée et une économie qui dépasse les capacités de notre planète. Une société caractérisée par d'énormes inégalités et des millions de personnes qui vivent dans la pauvreté. **Voulons-nous un retour à ce genre de 'normalité' ? Ou va-t-on saisir cette opportunité de nouveau départ et replacer l'humain et la planète au centre du jeu ?** Espérons-le. Plus encore,

agissons dans ce sens. Ensemble. **Ensemble, nous pouvons contribuer à un monde meilleur.**

**Katrien Verwimp**

Responsable du service Plaidoyer et Recherche WSM





Pablo Servigne et Gauthier Chapelle, tous deux ingénieurs agronomes et conférenciers, nous livrent un texte vif et intelligent qui nous entraîne à la (re) découverte de la notion d'entraide... Une revue riche et variée du vivant, fourmillant d'exemples frappants, nous prouve que l'entraide et la coopération sont inhérents à la vie-même et ce, depuis toujours. La fameuse loi de la jungle ou loi du plus fort ne serait donc pas forcément la norme ? Et si, finalement, les organismes et individus qui survivent le mieux étaient plutôt ceux qui s'entraidaient ? Une bonne dose de positivité pour nous aider à construire ce « monde d'après »...



**RANA PLAZA: PLUS JAMAIS ÇA !** © Kristof Vadino

1134 tués. 2500 blessés. C'était le triste bilan de l'effondrement du complexe Rana Plaza au Bangladesh le 24 avril 2013. Sept ans plus tard, les usines de confection sont plus sûres, grâce aux inspections et aux rénovations réalisées sous la supervision de l'Accord du Bangladesh. Mais le travail n'est pas encore terminé. Des inspections restent nécessaires pour garantir la sécurité. Et les travailleuses de l'habillement sont à nouveau en danger à cause du Covid-19. Parce que les marques de vêtements annulent leurs commandes, ils-elles perdent leur emploi. Ils-elles n'ont pas d'économies. Ils-elles n'ont jamais entendu parler des allocations de chômage.

**« Ne reportez pas le poids de la crise sanitaire sur les ouvrières à l'autre bout de vos chaînes d'approvisionnement ! »** Confinement oblige, c'est la toute première fois que la plateforme achACT n'a pas commémoré ce jour par une action publique. Elle nous invite néanmoins à interpeller les marques sur leurs responsabilités. Rendez-vous sur: [www.achact.be](http://www.achact.be)



## BONNE NOUVELLE

### Pour sauver son économie, la ville d'Amsterdam parie sur la théorie du donut.

« L'idée est de revoir notre façon de consommer et de produire, tout en favorisant la création de nouveaux emplois », résume Marieke van Doorninck, l'adjointe au maire chargée de la durabilité et de l'aménagement du territoire. L'objectif affiché est ambitieux: soutenir la reprise de l'activité, en combinant progrès social et transition écologique. Quel rapport avec la pâtisserie ?

Ce plan se base sur l'étude « *La Théorie du donut: l'économie de demain en 7 principes* », dans laquelle Kate Raworth propose de revoir les fondements de nos politiques économiques, trop centrées sur la recherche à tout prix de la croissance, estime-t-elle.

Dans le schéma en forme de donut dressé par l'économiste, les populations dont les besoins fondamentaux ne sont pas assurés (santé, éducation, accès à l'eau...) se trouvent à l'intérieur du trou central. Le cercle extérieur représente le « plafond écologique », à savoir, les limites à ne pas franchir en termes d'émission de CO<sub>2</sub> ou de maintien de la biodiversité, si l'on veut assurer la soutenabilité des ressources naturelles. Les nations assurant les besoins humains sans dépasser ce plafond se situent entre les deux cercles – c'est-à-dire dans la pâte du beignet.

Un exemple à suivre ! A quand Bruxelles ?

## LA COALITION CORONA POUR UN « MONDE D'APRÈS » SOUTENABLE, JUSTE ET RÉSILIENT

Le Covid-19 provoque de grandes remises en question et secoue nos sociétés. Pour construire une société d'après soutenable, juste et résiliente, plusieurs organisations de la société civile belge se sont rassemblées en une « Coalition Corona » pour adresser des revendications communes et organiser des mobilisations citoyennes.




Le choc économique du coronavirus provoque une récession mondiale qui exacerbe les déséquilibres financiers internationaux et les crises. Il souligne l'importance de la protection sociale, des services publics, de la préservation des écosystèmes et de la coopération internationale.

Ces alternatives en faveur d'un *Green New Deal* nécessitent toutefois que les États disposent des capacités budgétaires de financer des politiques publiques en faveur d'une transition juste – alors que la crise actuelle provoque au contraire une forte hausse de l'endettement public. Le choc économique sans précédent provoqué par la pandémie nécessite des solutions inédites pour faire de cette crise une opportunité. A défaut, le retour de l'austérité et de la course à la compétitivité risque d'exacerber les inégalités sociales, la crise climatique et le repli national-populiste.

Il nous faut remettre en avant le fait que les États constituent des acteurs légitimes non seulement pour intervenir comme « pompiers », mais d'abord et avant tout pour définir les règles du jeu, protéger citoyen-nes et développer une stratégie territoriale de développement durable.

C'est dans le but de promouvoir ces alternatives que la Coalition Corona, large plateforme d'organisations belges de la société civile, a été créée. La Coalition Corona rassemble les syndicats, les mutuelles, les ONG environnementales, les réseaux de lutte contre la pauvreté, les coupes des ONG de développement et les réseaux pour une finance responsable. Son objectif est d'adresser des revendications communes aux gouvernements et aux parlements et d'organiser des mobilisations citoyennes en faveur d'une société soutenable, juste et résiliente. En savoir plus sur les mesures proposées sur [www.coalitioncorona.be](http://www.coalitioncorona.be).

Les membres de la Coalition Corona sont le mouvement flamand [Beweging.net](http://www.beweging.net), la CGSLB, le CNC-D-11.11.11, la Coalition Climat, la CSC, FairFin, la FGTB, Financité, Greenpeace, le MOC, la Mutualité chrétienne, la Mutualité libre, le Netwerk Tegen Armoede, le Réseau belge de lutte contre la pauvreté, le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, Solidaris et 11.11.11.



### MOBILISATION

## DÉCONFINONS LES DROITS DES SANS-PAPIERS !

**« Contre le virus, la régularisation, c'est maintenant ! »**

Depuis le mois de mai, le MOC et ses fédérations ont rejoint la vaste campagne de solidarité envers les personnes sans-papiers. Grandes oubliées des politiques gouvernementales durant la crise sanitaire du Covid-19, les personnes sans-papiers, déjà fragilisées, sont parmi les plus vulnérables face au virus et leur accès à des soins de santé de qualité est rendu encore plus difficile. C'est toute une frange de la population qui est invisibilisée et mise en danger. Or, les mesures sanitaires prises lors du confinement et du déconfinement, ne peuvent être efficaces que si elles sont appliquées à l'ensemble de la population. Les procédures de régularisation doivent se faire de toute urgence.

#ContreLeVirus-  
LaRégularisation-  
CestMaintenant

## VRAI OU FAUX ?

Dans cette rubrique, nous cherchons à retirer le vrai du faux d'une idée reçue ou à tordre le cou d'un préjugé, sur un sujet qui nous touche.

# À ÉGALITÉ FACE AU CORONAVIRUS !

« Le coronavirus ne fait pas de discrimination », continuent de marteler les expert-es. Il touche les jeunes comme les vieux, les riches comme les pauvres. Mais sommes-nous vraiment tous égaux, toutes égales face au coronavirus ?

TEXTE / Mia Vandenberghe - PHOTO / MC

Madonna elle-même a partagé cette opinion dans une vidéo sur Instagram. Nue dans son bain, elle évoque le coronavirus comme le grand égalisateur. « *Peu lui importe que vous soyez riche ou célèbre, intelligent ou bien loti.* » Le fait que le coronavirus ne fasse pas de discrimination vous est peut-être aussi passé par la tête, lorsque Boris Johnson est tombé malade !

Maintenir une distance de sécurité et se laver les mains sont les deux mesures de précaution les plus efficaces pour éviter la contagion. Mais rester chez soi est nettement plus facile dans une villa avec jardin que dans un petit appartement sans balcon. Pour celles et ceux qui vivent dans un camp de réfugiés ou dans un bidonville, la distance d'un mètre cinquante est encore plus difficile à maintenir. Sans parler de la disponibilité d'eau et de savon...

En Belgique, celles et ceux qui se retrouvent sans emploi reçoivent une allocation. Malgré ces mesures, six familles sur dix risquent des problèmes financiers à court terme. Les millions de travailleur-euses informel-les dans le monde qui n'ont pas de travail en raison

des mesures de confinement vivent des jours encore plus noirs. Dans l'impossibilité de toucher un revenu, ils-elles n'ont souvent plus de quoi s'acheter à manger, et aucun accès à des soins de santé.

### QUELQUES FAITS

- Dans la ville de New York, fortement touchée par le virus, tout le monde ne bénéficie pas des mêmes soins. Les personnes pauvres, non assurées, souvent de type afro-américain, n'ont pas droit à des soins ou ne se font pas soigner par crainte de ne pas pouvoir en assumer le prix. Le système inégalitaire se traduit par des taux de mortalité inégaux.
- Deux tiers des personnes décédées suite au Covid-19 sont des hommes. Mais ce sont les femmes qui en pâtissent le plus. Elles ont des revenus plus faibles, des emplois plus précaires et sont les plus touchées par la pauvreté. Les femmes sont en outre plus nombreuses sur la ligne de front des soins de santé. En Belgique, elles représentent plus de 80% du personnel soignant.
- En Belgique, beaucoup plus de personnes font appel au CPAS qu'avant la crise, y compris des citoyen-nes qui

n'avaient jusque-là encore jamais touché d'allocations de remplacement.

- En Inde, il y a à peine 0,5 lit d'hôpital disponible par millier d'habitants, soit onze fois moins qu'en Belgique.
- Au Congo (RDC), l'épidémie actuelle de rougeole fait plus de victimes parmi les enfants. Les mesures d'isolement pour lutter contre le coronavirus impliquent un dilemme insoluble: poursuivre la vaccination, avec le risque de propager le COVID-19, ou la reporter, ce qui condamne des enfants à mourir de la rougeole.

### CONCLUSION

Le coronavirus en soi ne fait pas de discrimination et touche tout le monde, mais certaines personnes sont plus fortement touchées que d'autres sur le plan financier, ou ne peuvent pas se protéger aussi bien contre ce virus. Qu'une telle crise contribue à mettre tout le monde sur le même pied est une ineptie: la crise augmente les différences et les inégalités. Nous ne sommes pas toutes et tous dans le même bateau; nous sommes confronté-es à la même tempête, mais un bateau n'est pas l'autre...



Luc Van Gorp, président de la Mutualité chrétienne: « La crise offre des opportunités pour réorienter notre société. Être en bonne santé, c'est bien plus que ne pas être malade. **Une société ne peut être saine que si on se demande, chaque fois qu'on prend une décision, si les gens en tireront une meilleure santé ou plus de bien-être.** Les mutualités ont un rôle décisif à jouer à ce sujet. »

## ZOË, 24 ANS, BELGIQUE

# ACTRICE DE CHANGEMENT

« En tant que permanente JOC<sup>1</sup>, je suis active avec les jeunes sur différents sujets. Celui qui me touche le plus a trait aux inégalités de genre et aux attaques de notre système contre les femmes et les minorités de genre. Ainsi, avec des copines, nous avons lancé le "Collectif 8 mars-Tournai". Notre objectif est de sensibiliser toutes les femmes et minorités de genre de la région à la multitude d'oppressions que nous vivons. Mais surtout, d'agir collectivement contre toute attaque patriarcale. Que fait-on ? On se rassemble, on discute, on se forme, on co-crée, etc. Mon travail au sein des JOC est de permettre aux jeunes de se mobiliser pour agir sur leurs réalités.

Cette année, autour du 8 mars, nous avons distribué plus de 500 bracelets mauves à celles et ceux qui ne pouvaient pas se mettre en grève mais qui désiraient soutenir la journée internationale des droits des femmes. Nous en avons profité pour échanger sur la précarité menstruelle que vivent certaines étudiantes et la réalité des jeunes mamans-étudiantes. Ensemble, nous cherchons des solutions ! Notamment, face au harcèlement de rue, qui passe par la conscientisation des garçons. Pour nous, c'est important de savoir que nous ne sommes pas seules à nous mobiliser. Le 8 mars est célébré partout dans le monde ! Des femmes se lèvent et marchent ensemble pour leurs droits. La "Marcha Mundial de Mujeres", partenaire de WSM, est une plateforme de mouvements sociaux dont la JOC fait partie au Pérou, au Guatemala, en Indonésie, etc. qui nous appelle à rejoindre les rues. Nos luttes doivent se mener en pensant aux autres sur la planète. Pour moi, la justice sociale doit être aussi féministe, décoloniale, anticapitaliste et écologique ! »



<sup>1</sup> Le mouvement des Jeunes Organisés & Combatifs (JOC)

## HUMANS OF THE WORLD

TEXTE / Elise Depauw

Au début de cette année, nous avons lancé la série de portraits « Humans of the world » sur nos réseaux sociaux. Chaque semaine, nous publions le témoignage d'un acteur ou d'une actrice de changement de notre réseau international. Nous y faisons le portrait d'une personne qui, jour après jour, de façon bénévole ou professionnellement, contribue à faire avancer le changement que nous voulons voir dans le monde.



Vous connaissez un acteur ou une actrice de changement qui mérite d'être honoré-e ? Faites-le nous savoir ! Envoyez un e-mail à [stephanie.vankeer@wsm.be](mailto:stephanie.vankeer@wsm.be).

Gardez un œil sur notre page Facebook (WSM Belgique), Instagram et notre site web et ne manquez aucun témoignage !

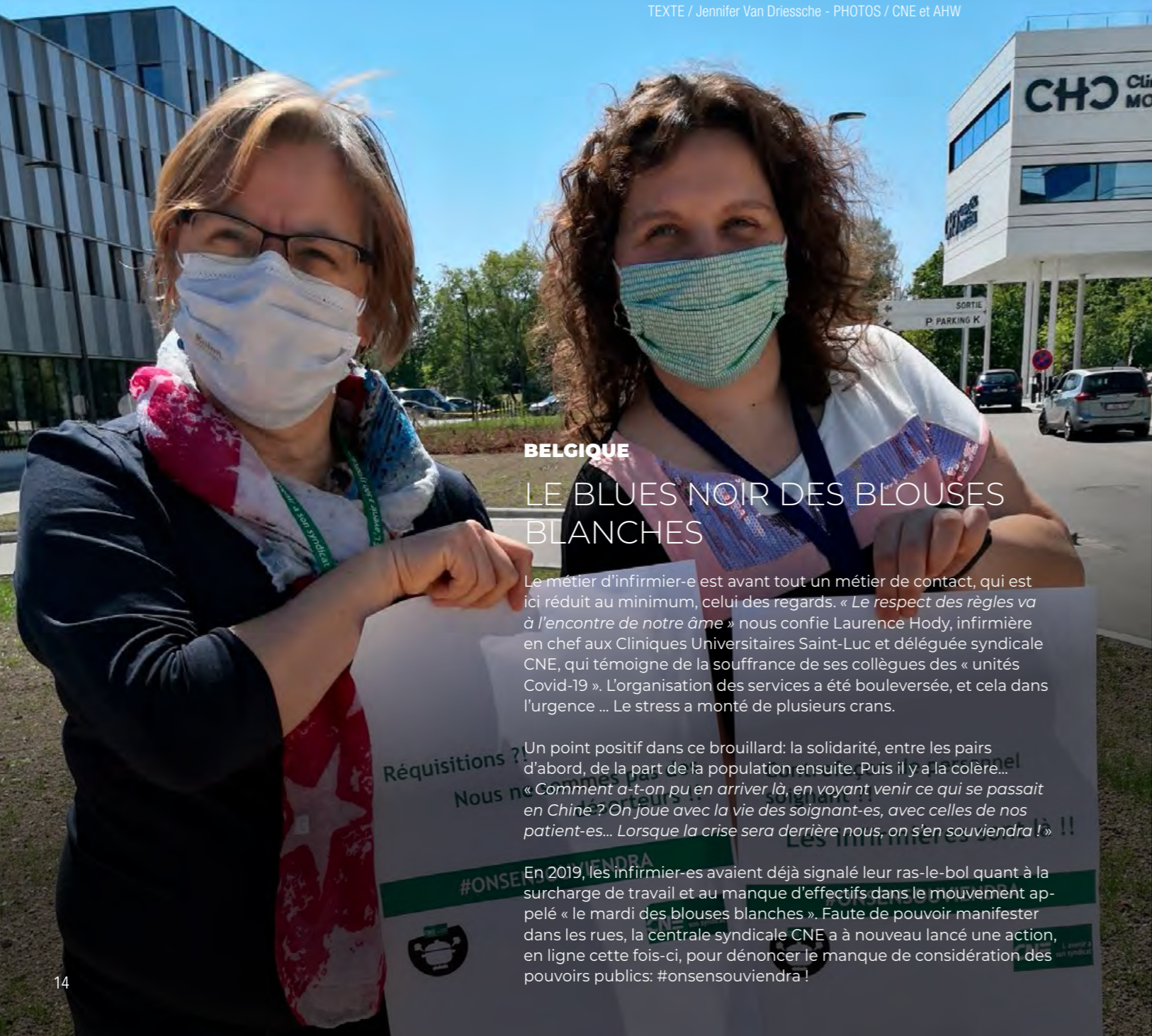
# INFIRMIÈRE

Ces derniers mois, partout dans le monde, on applaudit leur courage face au Covid-19. On les appelle « nos héros »... Nos héroïnes, devrait-on dire, car les « blouses blanches » sont en majorité des femmes.

Pourtant, leur travail est depuis longtemps sous-valorisé. Ici comme ailleurs, les salaires et les conditions de travail de ces « petites mains de la santé » ne sont pas à la hauteur de l'importance que leurs gestes et leur dévouement ont pour les patient-es.

En ces temps de pandémie, elles sont mises sous pression, partout dans le monde. Et les problèmes dénoncés depuis des années apparaissent plus criants que jamais.

TEXTE / Jennifer Van Driessche - PHOTOS / CNE et AHW



## BELGIQUE

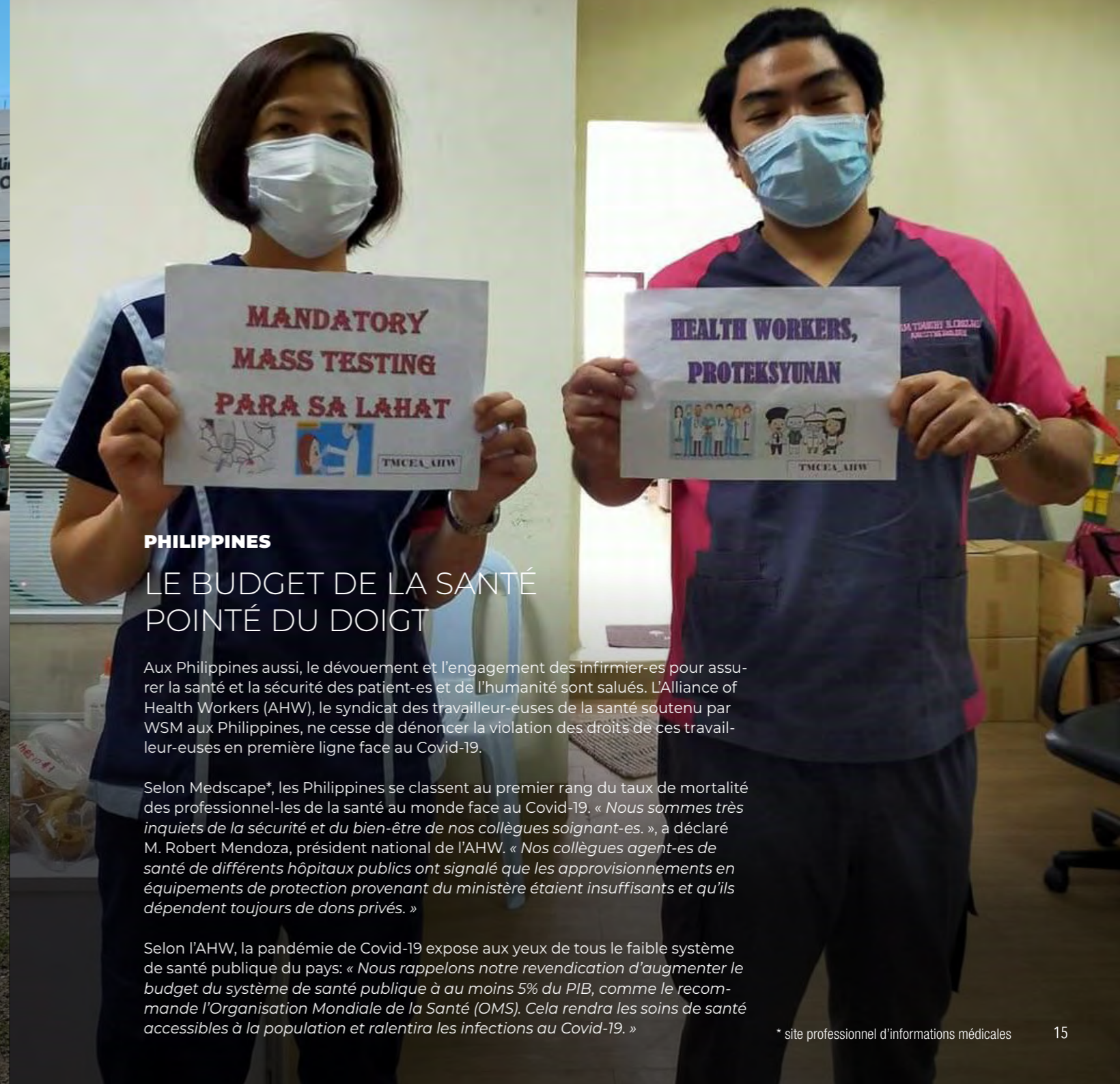
### LE BLUES NOIR DES BLOUSES BLANCHES

Le métier d'infirmier-e est avant tout un métier de contact, qui est ici réduit au minimum, celui des regards. « *Le respect des règles va à l'encontre de notre âme* » nous confie Laurence Hody, infirmière en chef aux Cliniques Universitaires Saint-Luc et déléguée syndicale CNE, qui témoigne de la souffrance de ses collègues des « unités Covid-19 ». L'organisation des services a été bouleversée, et cela dans l'urgence ... Le stress a monté de plusieurs crans.

Un point positif dans ce brouillard: la solidarité, entre les pairs d'abord, de la part de la population ensuite. Puis il y a la colère... « *Comment a-t-on pu en arriver là, en voyant venir ce qui se passait en Chine ? On joue avec la vie des soignant-es, avec celles de nos patient-es... Lorsque la crise sera derrière nous, on s'en souviendra !* »

En 2019, les infirmier-es avaient déjà signalé leur ras-le-bol quant à la surcharge de travail et au manque d'effectifs dans le mouvement appelé « le mardi des blouses blanches ». Faute de pouvoir manifester dans les rues, la centrale syndicale CNE a à nouveau lancé une action, en ligne cette fois-ci, pour dénoncer le manque de considération des pouvoirs publics: #onsensouviendra !

# INFIRMIER



## PHILIPPINES

### LE BUDGET DE LA SANTÉ POINTÉ DU DOIGT

Aux Philippines aussi, le dévouement et l'engagement des infirmier-es pour assurer la santé et la sécurité des patient-es et de l'humanité sont salués. L'Alliance of Health Workers (AHW), le syndicat des travailleur-euses de la santé soutenu par WSM aux Philippines, ne cesse de dénoncer la violation des droits de ces travailleur-euses en première ligne face au Covid-19.

Selon Medscape\*, les Philippines se classent au premier rang du taux de mortalité des professionnel-les de la santé au monde face au Covid-19. « *Nous sommes très inquiets de la sécurité et du bien-être de nos collègues soignant-es.* », a déclaré M. Robert Mendoza, président national de l'AHW. « *Nos collègues agent-es de santé de différents hôpitaux publics ont signalé que les approvisionnements en équipements de protection provenant du ministère étaient insuffisants et qu'ils dépendent toujours de dons privés.* »

Selon l'AHW, la pandémie de Covid-19 expose aux yeux de tous le faible système de santé publique du pays: « *Nous rappelons notre revendication d'augmenter le budget du système de santé publique à au moins 5% du PIB, comme le recommande l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Cela rendra les soins de santé accessibles à la population et ralentira les infections au Covid-19.* »

\* site professionnel d'informations médicales



“

« L'amitié, avant tout, c'est l'égalité. Personne ne vaut plus que les autres. Personne ne peut dominer les autres. L'amitié, c'est aussi le respect de l'autre, la confiance en l'autre, la conviction que l'autre peut changer. Dans un groupe, c'est prendre les décisions ensemble: c'est la responsabilité collective que nous appelons autogestion. L'amitié exige aussi de ne pas accepter les injustices sociales et de s'engager pour la construction d'une société où les richesses seraient redistribuées au profit de toutes et tous. Un monde dans lequel les droits de chaque personne seraient respectés. »

Gérard Lutte

## QUI EST GÉRARD LUTTE ?

Né en 1929, ce belge originaire de Genappe a vécu une partie de sa vie en Italie, comme salésien de Don Bosco, prêtre, professeur, écrivain, théologien, ... Dans les années 90, il réalisa une enquête sociale auprès de jeunes des rues au Guatemala qui allait changer le reste de sa vie. Le rêve de créer autre chose avec eux se développa et Gérard créa bientôt le "Mojoca", un mouvement autogéré par les enfants des rues. Aujourd'hui, à 92 ans, 'El Abuelito' ou 'Don Gerardo', comme ils l'appellent, continue de partager son quotidien avec ces jeunes. Il représente une figure emblématique et charismatique du Mouvement et un bel exemple d'humanité et de solidarité pour chacun-e d'entre nous.

## INTERVIEW

# MOJOCA LA FORCE DE L'AMITIÉ POUR SORTIR DE LA RUE

Guidé par Gérard Lutte depuis plus de 25 ans, le « Movimiento de Jóvenes de la Calle » (MOJOCA), ou Mouvement des jeunes de la rue du Guatemala, est né entre 1993 et 1998 pour venir en aide aux enfants, aux jeunes mères célibataires et aux adolescent-es vivants dans les rues de la capitale dans des conditions misérables. Permettre à ces jeunes de sortir de l'exclusion, de la drogue et de la violence est son objectif. Aujourd'hui, ce Mouvement permet à plus de trois cents d'entre elles d'apprendre, de s'épanouir, d'évoluer en toute sérénité, dans des valeurs de partage, d'autonomie, de respect, d'éveil et d'amitié. Rencontre avec Gérard Lutte, à qui le nom va comme un gant.

TEXTE / Stéphanie Vankeer - PHOTOS / WSM et Pascale Sury

**Vous dites que le Mojoca n'a pas été programmé dans un bureau, mais qu'il est né dans la rue... Expliquez-nous.**

**Gérard:** « Tout a commencé en d'avril 1993 alors que j'effectuais un travail d'enquête lié à mes recherches en sciences sociales. Je me suis rendu au Guatemala à la rencontre d'une soixantaine de filles et garçons des rues. Un moment poignant. Ils et elles m'ont raconté l'histoire de leur vie. Je me suis identifié à chacun-e d'eux-elles. J'ai souffert les violences qu'ils-elles enduraient et je me suis réjoui de leurs petits bonheurs. J'ai découvert leurs valeurs et leurs capacités à devenir responsables d'eux-elles-mêmes et dans la société. Ces rencontres ont eu une influence profonde sur la suite de nos vies. J'ai donc décidé de revenir vivre au Guatemala afin de les soutenir dans

la réalisation de leurs rêves et de me mettre, pour le restant de ma vie, à leur service. »

**Dans quel contexte le Mojoca évolue-t-il ?**

**Gérard:** « Au Guatemala, plus de 60% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Selon les Nations unies, près de la moitié des enfants âgés de moins de 5 ans souffrent de dénutrition chronique. La population autochtone paysanne reste pauvre et n'a pratiquement aucun droit. Ici, les riches propriétaires et les grandes entreprises ne paient presque pas d'impôts. Il n'y a donc pas de ressources suffisantes pour financer les services publics, les hôpitaux, les écoles, les logements sociaux, etc. Selon moi, le Guatemala a conservé une structure politique et sociale de type colonial, avec un gouverne-

“

>> « Les jeunes de la rue sont toujours en fuite: devant la police, les gangs de rue, pour éviter la prison pour jeunes, ou un enlèvement. Au MOJOCA, ils trouvent un endroit sûr où il est normal d'être juste un enfant. » Gérard Lutte

ment qui représente les intérêts de l'oligarchie, et non ceux du peuple guatémalteque. »

**Quels sont les défis d'un enfant de la rue, qui vit un combat quotidien ?**

**Gérard:** « Devenir un-e adulte responsable et autonome est déjà un travail en soi. Mais sans famille, sans nourriture saine et suffisante, sans éducation ni soins de santé, la tâche n'en devient que plus difficile. La drogue et la violence sont une réalité quotidienne pour ces jeunes, les forçant à fuir la police et la prison, et à éviter les gangs de rue. Les jeunes des rues sont des survivants, car ce sont des proies faciles ! En sortir est extrêmement difficile. Lorsque l'armée génocidaire occupait le pays durant la guerre civile des années '80, les pires atrocités étaient normales. A l'heure actuelle, la traite d'enfants et d'adultes continue d'exister. Certain-es ont été enlevé-es à leur mère pendant qu'ils-elles dormaient sur un trottoir ou dans un parc. Les plus chanceux-euses sont alors vendu-es pour des adoptions illégales, mais d'autres sont destiné-es à l'esclavage sexuel, au service de bandes criminelles ou au trafic d'organes. Le Mojoca a toujours refusé toute participation à des adoptions, même légales. Pour nous, l'essentiel est d'aider les mères à élever elles-mêmes leurs enfants. »

**Que fait le Mojoca pour soutenir ces jeunes ?**

**Gérard:** « Dans notre centre de forma-

tion, les enfants apprennent à lire et à écrire, et les adolescent-es se forment à un métier. Avec un soutien financier et l'accompagnement qui leur convient, les jeunes peuvent réussir à trouver un emploi et un logement, et ainsi sortir de la rue. Lorsqu'un-e jeune ne parvient pas à se défaire de ses dépendances comme l'alcool ou la drogue, ou lorsqu'il-elle continue à adopter des comportements violents et retourne à la rue, le Mojoca ne l'abandonne pas. Notre objectif est de les accompagner dans leurs parcours: études, formations professionnelles, santé, logement, création d'emplois dans l'économie sociale, défense de leurs droits, etc. Tout est mis en place afin de leur offrir un avenir meilleur, de les aider à se former, à retrouver une dignité, un foyer et le goût de vivre. »

**Un fonctionnement « par les jeunes, pour les jeunes », qu'est-ce que cela signifie ?**

**Gérard:** « Le Mojoca est une association unique en son genre car elle est dirigée par les jeunes eux-mêmes qui vivent ou ont vécu dans la rue. Ce sont les jeunes qui prennent les décisions et font fonctionner le mouvement en autogestion. Nous les épaulons en cas de besoin. »

**Comment entrez-vous en contact avec les jeunes dans la rue ?**

**Gérard:** « Tout commence avec notre équipe de rue, composée de jeunes déjà membres du Mojoca et d'un-e superviseur-e pédagogique. Ceux-ci

établissent les premiers contacts avec les jeunes rassemblés dans les parcs. Ils les écoutent et les conseillent sur leur hygiène, soignent les petits bobos, organisent des activités ludiques et distribuent des repas. L'idée est de leur montrer qu'une autre vie est possible en les invitant à participer aux activités que nous organisons au Centre. »

**Comment les accueillez-vous ?**

**Gérard:** « Dans nos installations, en plus de nos services juridiques, de santé, de formation et de cuisine, nous avons deux maisons pour les accueillir. Il s'agit d'une part d'une école, la « Maison de l'Amitié », où les enfants de un à cinq ans ont la possibilité de jouer et d'être pleinement un enfant pendant quelques heures. L'autre, la « Maison du 8 mars », fondée en 2006, accueille une quarantaine de jeunes mères et leurs bébés pour leur permettre de se préparer à mener une vie autonome et à réintégrer la société, loin des dangers de la rue. »

**Comment les accompagnez-vous ?**

**Gérard:** « En plus d'une éducation à l'hygiène, à une alimentation saine et à la sexualité, nous abordons les problèmes de dépendance, la peur de l'engagement et le manque d'estime de soi. Le centre dispose d'une psychologue et d'infirmières pour contribuer au bien-être des jeunes. Nous organisons également des formations en économie sociale et solidaire et aidons les jeunes à développer leur propre projet. Il

**“NO ME REGALES FLORES, DAME RESPETO. NO ME OFREZCAS LA LUNA, DAME LA TIERRA. NO ME MINIMICES, NO PODRAS HACERLO.”**

– “Ne m'offre pas des fleurs, offre-moi le respect. Ne m'offre pas la lune, donne-moi la terre. Ne me minimise pas, tu n'y arriverais pas !”

Citation pour une vie libre de violences envers les femmes, choisie par le Mojoca pour la Journée internationale des droits de femmes.

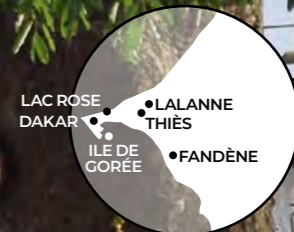


leur est possible de travailler et de se former dans l'une de nos micro-entreprises: la boulangerie, le 'MOJOCAFE' ou la pizzeria 'MOJOCA'.

**En cette période de crise sanitaire, comment le Mojoca a-t-il rebondi ?**

**Gérard:** « Pendant ce confinement forcé, nos pensionnaires tentent de reconvertir leurs activités et d'organiser la solidarité afin d'offrir, avec l'accord du ministère de l'économie, une aide d'urgence à celles et ceux qui n'ont que les rues désertées pour maison. Du lundi au vendredi, le centre social reste ouvert le matin, avec Karina et Mirka en cuisine, Alfonso dans la boulangerie, et notre doctoresse qui vérifie trois fois par semaine que toutes les conditions de sécurité sont strictement appliquées. Je suis très heureux d'être au Guatemala, dans cette crise que nous allons affronter ensemble, sans perdre l'espoir d'en sortir. J'espère que le jeune âge protégera tous les enfants et les jeunes des rues malgré leurs conditions de santé précaires. »





## Immersion au Sénégal

Début 2020, quatorze personnes issues de la CSC, des JOC, de la Mutualité chrétienne et du CIEP-MOC de Verviers-Eupen-Liège se sont rendues au Sénégal pour un séjour d'échanges et de rencontres avec les partenaires de WSM: la CNTS (syndicat), le GRAIM (appui aux mutuelles de santé) et AJE (organisation de jeunesse). Une aventure formatrice et riche en découvertes des réalités économiques, sociales et culturelles du pays, avec pour fil rouge la santé, la protection sociale, les droits du travail et des jeunes.

## TERANGA L'HOSPITALITÉ SÉNÉGALAISE

« L'homme, la femme et leur enfant feront face au soleil, symbolisant l'ouverture du continent au reste du monde. C'est une force de propulsion et d'attraction vers la grandeur, la stabilité et la pérennité de l'Afrique... » Nous sommes au pied du Monument de la Renaissance à Dakar (voir page 23) et nous écoutons sagement les explications données par André Wade, notre guide, également directeur du GRAIM.

Il y a des années, alors diplômé professeur en langues classiques, André décide de changer de voie après s'être posé la question: « comment puis-je être le plus utile pour ma communauté ? » Il le fera au travers du GRAIM, partenaire de WSM.

« **A**u Sénégal, pas de problèmes, que des solutions » : au fil de nos échanges et visites, nous avons bien dû nous rendre à l'évidence que ce dicton que nous entendions souvent n'est qu'un trompe-l'œil, considérant les défis que ce pays doit relever: 200.000 demandeurs d'emploi par an pour 40.000 emplois disponibles ; près de 50% de la population âgée de moins de 18 ans ; une économie informelle généralisée ; des centaines d'enfants talibés dans les rues ; une couverture santé à renforcer ; l'exode rural ; une politique environnementale encore à construire... Arrêtons-nous sur quelques-uns d'entre eux.

**PYRAMIDE SANITAIRE**

Bienvenue au poste de santé "Goutte de lait" de Thiès, un poste destiné à 10.650 habitants. La particularité de ce premier service dans la pyramide sanitaire est qu'il est dédié uniquement à la consultation. La plupart des patients se dirigent spontanément vers un centre de santé ou un hôpital. Ce choix leur coûte cher ! Ainsi, l'Etat conseille de respecter la pyramide sanitaire suivante: lorsqu'un citoyen

est malade, il doit se rendre en premier lieu à un poste de santé. Si son cas ne peut y être pris en charge, il est redirigé vers un centre de santé. Si la maladie persiste, il est envoyé au district sanitaire. Et en dernier lieu, il peut recourir à l'hôpital.

**MUTUELLES DE SANTÉ**

Le GRAIM a une expertise de plus de dix ans dans l'appui et la mise en place de mutuelles de santé visant à donner accès aux soins de santé aux communautés de Thiès. Nous en aurons un bel aperçu en visitant la mutuelle de santé Yombal Fajju Ak Wer. Destinée à l'origine exclusivement aux femmes, elle compte aujourd'hui aussi des groupements d'hommes. Des formations y sont dispensées: sérigraphie, pâtisserie, ... De 150 adhésions en 2002, la mutuelle est passée à 1.692 actuellement. Ce qui représente près de 12.000 personnes soignées.

« L'arrivée de la Couverture Maladie universelle (CMU) constitue une avancée » considère l'Union des Mutuelles de district, qui œuvre à une meilleure considération des mutuelles. Néanmoins, les retards de transfert d'argent de l'Etat vers ces mutuelles freinent leur travail. Le rôle de l'Etat est ainsi critiqué car il manquerait d'initiatives. Le développement devrait venir du peuple (via les mutuelles) sans dépendre des aides de l'Etat. Leur espoir est de voir une meilleure gestion des hôpitaux, un contrôle renforcé des prestations, un renforcement des syndicats, une régulation des prescriptions de médicaments, une obligation d'adhésion aux mutuelles pour tous les citoyens... La rencontre avec l'Agence de la CMU fut tout aussi intéressante. Elle

offre la possibilité aux personnes les plus démunies de bénéficier d'une couverture du risque maladie qui est passée de 20 à 49% entre 2014 et 2019. Un signal encourageant ! Néanmoins, l'Agence confirme qu'il reste encore beaucoup de travail et que le gouvernement actuel œuvre pour étendre davantage cette couverture.

Le GRAIM soutient aussi un service d'éducation et de rééducation pour les enfants atteints d'infirmité motrice cérébrale: le centre Anne-Marie Mortier. La croyance populaire dit que cette maladie résulte d'un mauvais sort et, de ce fait, les familles concernées n'osent pas s'adresser à ce service spécialisé. Pourtant, la maladie s'explique dans 80% des cas par la consanguinité ou des complications lors de l'accouchement.

**FANDÈNE, INNOVANTE**

Fandène est une commune de Thiès de référence: c'est là qu'est née la première mutuelle de santé du Sénégal. Elle est citée comme étant la preuve d'une culture mutualiste et du potentiel des mutuelles communautaires à protéger efficacement les travailleur-euses du secteur informel et rural contre le risque maladie.

C'est dans ce contexte favorable que, depuis 1992, un réseau de femmes rurales s'y organise. Il compte à ce jour 58 groupements et près de 2.000 membres. Son objectif principal est le renforcement de capacités des femmes rurales. Par le passé, les terres étaient données aux aînés garçons de la famille. Les femmes avaient alors un rôle secondaire: cuisiner et aider dans les champs. Des avancées ont été réalisées depuis la création du Réseau afin de faire valoir

**COVID-19**

Actuellement, le GRAIM et le REMAPS (Réseau Multi-Acteurs de la Protection Sociale) apportent leur contribution dans la lutte contre la propagation de cette pandémie de deux manières. D'une part, des campagnes de sensibilisation sont développées via des spots radio/TV afin que les populations s'approprient des mesures de prévention prises par le gouvernement et, d'autre part, des distributions de matériel (masques, savons,...) sont organisées par les mutuelles de santé.



Impossible de passer sous silence la réalité des enfants talibés envahissant les rues de Thiès. Un talibé est généralement un garçon âgé de 5 à 15 ans, issu d'une famille pauvre, souvent rurale, et confié à un maître coranique, ou marabout, qui se charge de son éducation religieuse au sein d'un 'daara', l'école coranique. En contrepartie, l'enfant est contraint à mendier en rue et à s'acquitter des travaux domestiques. Cette réalité a chamboulé nos cœurs...



**Le Sénégal est bouleversant par ses contrastes: des initiatives innovantes à côté d'un taux de chômage effrayant chez les jeunes ; une immense chaleur humaine malgré une grande pauvreté ; Dakar, asphyxiée de l'intérieur, qui développe la Grande Muraille verte pour restaurer les écosystèmes sahéliens...**

>>

le droit de la femme rurale à une place équitable par rapport à celle des hommes. Émissions télé et radio, plaidoyers, rencontres, ateliers, ... sont autant d'outils que les femmes du Réseau utilisent pour réclamer au Sénégal et ailleurs le droit de posséder des parcelles et de les cultiver de manière saine et durable. Cette agriculture éducative permet de freiner l'exode rural. Enfin, une caisse d'épargne alimentée par les cotisations vient en aide aux femmes qui ont besoin d'un crédit.

**UN SYNDICAT QUI PROTÈGE LES TRAVAILLEUR-EUSES DU SECTEUR INFORMEL**

C'est le premier syndicat du pays avec plus de 39% de représentativité. Dans un bâtiment flambant neuf situé en plein cœur de Dakar, nous

sommes accueilli-es à la CNTS par une dizaine de ses représentant-es qui vont nous présenter l'action de la Centrale qui compte plus de 70.000 membres cotisants (du secteur formel) et 60.000 non-cotisants (du secteur informel). Son travail est essentiellement lié à l'encadrement syndical, au plaidoyer politique et à la formation.

Les défis sont énormes: faire reconnaître le travail informel comme un vrai travail auprès des autorités locales ; contrer l'envahissement des entreprises chinoises sur le marché et faire face à la précarisation des travailleur-euses qui y travaillent ; pouvoir faire cotiser le secteur informel.

« Investir sur les jeunes est un investissement d'avenir », confie Mody Guiro, le secrétaire général, qui tient ainsi à mettre en avant le dynamisme et l'engagement de son comité des jeunes. Et de ne pas oublier l'égalité de genre. Il souligne que les femmes représentent 43% des sièges de leur bureau confédéral et apportent une réelle plus-value à l'action du syndicat.

**ET LES JEUNES DANS TOUT ÇA ?**

Pour notre rencontre avec AJE (Action Jeunesse Environnement), le décor est planté: un minuscule atelier de ferronnerie à même la rue. Deux personnes sont là: Marc Emmanuel, à qui appartient cet atelier, et Ismaël, accompagnateur AJE. Nous écoutons le parcours de Marc Emmanuel et, après un court échange, nous rejoignons les locaux d'AJE dans la périphérie de Thiès où nous attendent une vingtaine de jeunes et René Sibomane, le fondateur.

AJE se consacre à la formation professionnelle, l'insertion, l'écologie sociale, la sécurité climatique et la protection de l'enfance. Elle est aussi présente dans d'autres régions. Son fonctionnement est inspiré de la méthode 'Voir-Juger-Agir', la même qu'utilisent les JOC. D'ailleurs, son slogan est: « Je participe, tu facilites ! ». AJE dispose d'un lieu d'accueil et d'écoute, un centre de formation de courte durée et un espace d'infos et d'insertion technologique: « L'apprenti d'aujourd'hui est le mutualiste et/ou le syndicaliste de demain. » D'où l'importance de la présence d'AJE dans le Réseau multi-acteur pour la protection sociale (REMAPS).

Les échanges que nous avons eus avec les jeunes présents ont permis de rendre concret le travail fait par AJE. Ils y suivent des formations et s'organisent sous forme de coopératives qu'ils lancent en fonction de leurs centres d'intérêts (couture, restauration, bois, métallurgie, etc.). AJE va alors les accompagner et les guider vers des solutions.

**INCONTOURNABLES**

Aller au Sénégal sans découvrir certains sites, ce ne serait pas plonger entièrement dans sa réalité. L'île de Gorée a été du 15ème au 19ème siècle le plus grand centre de commerce d'esclaves de la côte africaine: une île magnifique, mais avec un passé qui cristallise les mémoires douloureuses de l'esclavagisme. Nous les avons ressenties au plus profond de notre être.

A Dakar, nous avons assisté à une cérémonie culturelle et très populaire: la lutte sénégalaise... Un vrai régal ! Nous remercions les partenaires de WSM qui nous ont facilité l'accès au

stade, et pas n'importe lequel: nous avons eu droit à un tour de piste, tout en saluant le public !

Nous avons eu la chance à Lalanne, le village d'André Wade, de passer la nuit chez les habitants du village. Une expérience unique permettant de sortir du quotidien et de notre confort. Un moment de partage et de bienveillance avec des personnes que nous rencontrions pour la première fois.

Nous nous sommes aussi arrêtés au Lac Rose, un lagon qui doit sa couleur à la présence de micro-organismes et à la forte concentration de minéraux. Jour et nuit, il y règne une intense activité: des centaines de personnes s'y livrent à l'extraction du sel (on en trouve 300 grammes par litre !). Enfoncés jusqu'à la taille, des hommes arrachent les croûtes de sel déposées sur le fond et remplissent des pirogues que des femmes déchargent sur la berge. Des conditions de travail

inhumaines qui nous ont fortement marqués.

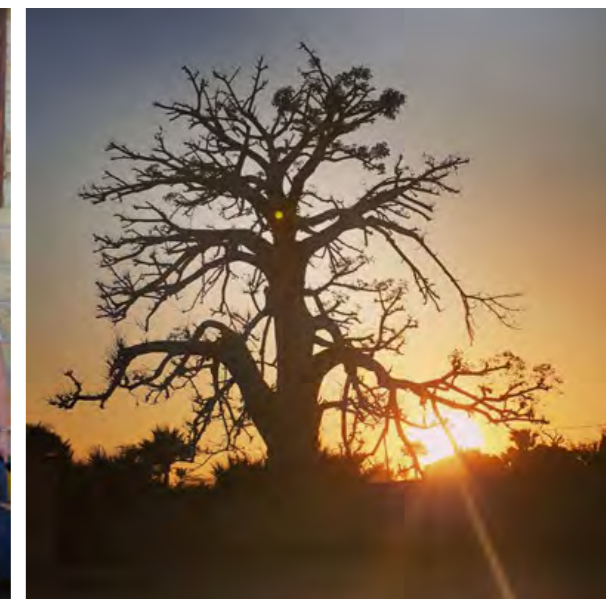
Le Sénégal est bouleversant par ses contrastes: des initiatives innovantes à côté d'un taux de chômage effrayant chez les jeunes ; une immense chaleur humaine malgré une grande pauvreté ; une ville comme Dakar qui à l'intérieur est asphyxiée par la pollution, et à l'extérieur voit se développer la Grande Muraille verte pour restaurer les écosystèmes sahéliens...

C'est donc avec à l'esprit ces images et histoires fortes que nous sommes rentrés en Belgique avec la ferme intention de rendre compte de notre expérience, mais aussi et surtout de celles des partenaires travaillant au quotidien pour le bien-être de la population sénégalaise.



**IN THE PICTURE**  
**Marc Emmanuel**

*Marc Emmanuel est un jeune ferronnier qui encadre deux apprentis issus de son quartier d'origine. Sans AJE, il n'aurait pas pu ouvrir son atelier. Il nous explique que AJE permet aux jeunes de se former et de se lancer dans des projets. Ses débuts furent difficiles mais il a tenu bon pour y arriver.*



GAËLLE DEMEZ

# 12,5 MILLIARDS D'HEURES DE TRAVAIL DE SOIN NON-RÉMUNÉRÉES PAR JOUR

Les femmes effectuent plus de trois quarts des tâches familiales non rémunérées. Au niveau mondial, cela représente 12,5 milliards d'heures non rémunérées par jour. Elles contribuent ainsi au bon fonctionnement des familles et des communautés, mais aussi des entreprises. Y compris pendant la crise du coronavirus.

TEXTE / Gaëlle Demez et Gabriela Matos

**Gaëlle Demez, responsable des Femmes CSC:**

« En Wallonie, les femmes consacrent en moyenne onze heures de plus par semaine que les hommes aux tâches ménagères. Dès lors, les hommes peuvent chaque semaine fournir en moyenne sept heures de travail rémunéré en plus: cela explique en partie l'écart de rémunération de 21% qui persiste entre les hommes et les femmes en Belgique.

Ce déséquilibre en matière d'emploi du temps est à l'origine d'autres inégalités. Les femmes qui ont moins de temps pour s'épanouir occuperont des emplois moins bien rémunérés, auront moins de loisirs, ... Les Femmes CSC avancent différentes solutions: une réduction collective du temps de travail, un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, des horaires stables et une revalorisation des professions dans les secteurs les plus féminisés. En Belgique, 80% des professionnels du secteur de la santé et de l'action sociale sont des femmes. Ce sont aussi majoritairement des femmes qui sont en première ligne dans la crise

du Covid-19. La crise rend les tâches domestiques et familiales non rémunérées plus visibles pour beaucoup d'hommes qui doivent maintenant s'occuper des enfants à la maison.

Plus de 43% des femmes travaillent à temps partiel. Dans plus de 90% des cas, le travail à temps partiel des femmes n'est pas un choix délibéré. Elles y ont recours parce qu'elles ne peuvent pas faire autrement: pas de temps plein disponible, pas de solution de garde ou de soins pour les personnes dont elles ont la charge, des soucis de mobilité, ... La CSC plaide pour des systèmes de congés avec des allocations suffisamment élevées et assimilées pour les droits en sécurité sociale, accessibles à tout le monde.

Il est essentiel que la question des tâches domestiques et familiales soit un sujet de couple et de société. Les pères doivent pouvoir partager l'« expertise » de la parentalité dès les premiers jours. C'est pourquoi la CSC demande que le congé de paternité soit étendu et rendu obligatoire. Les Femmes CSC rejoignent, elles, la Ligue

des familles qui revendique un congé de paternité égal au congé de maternité. De plus, les systèmes scandinaves qui obligent à répartir le congé parental entre les deux parents sont selon nous des pistes à explorer.

Au-delà de ces systèmes individuels de réduction du temps de travail, la revendication à privilégier est avant tout celle de la réduction collective du temps de travail, pour les familles et pour tou-te-s les citoyen-nes. Il sera essentiel d'assortir cette revendication d'un important travail d'éducation permanente, afin que réduction du temps de travail ne rime pas avec plus de tâches domestiques et familiales pour les femmes, et plus de temps de loisirs pour les hommes... ce que l'expérience du confinement semble nous montrer !

**Mon message à WSM ? Il faut vraiment poursuivre le travail de solidarité internationale avec les « lunettes genre » que vous menez. Les femmes sont une clé du changement et seront les clés de la transition juste que nous devons mener pour faire face au défi climatique. »**



CARLA GUTIERREZ

# NOTRE PRIORITÉ: COMBATTRE LES VIOLENCES CONTRE LES FEMMES

Les Boliviennes aussi prennent en charge la plus grosse partie des tâches familiales non rémunérées. Pire, la 'valeur' d'une femme se mesure à ses qualités de femme au foyer. Beaucoup de femmes en Bolivie sont victimes de violences domestiques. Dans la ville d'El Alto, l'organisation partenaire Gregoria Apaza lutte depuis 37 ans pour les droits des femmes. Sa directrice, Carla Gutierrez, témoigne.

« A El Alto, toutes les femmes travaillent. Doublement, en fait, car le ménage est aussi de leur ressort. La 'valeur' d'une femme se mesure à ses qualités en tant que mère et à l'entretien du foyer.

Gregoria Apaza organise des cours afin que les femmes puissent monter leur propre affaire. Nous nous adressons à des jeunes femmes qui n'ont pas passé beaucoup de temps à l'école. Souvent, nos élèves sont victimes de violences domestiques. Nous tentons de briser le cycle de la violence. Nous leur montrons qu'elles ont le droit de chercher de l'aide, leur offrons des conseils juridiques et des soins. Nous insistons sur l'égalité entre hommes et femmes. Nous espérons que les valeurs que nous leur enseignons seront transmises à leurs enfants.

Le contenu de nos cours évolue avec le temps. Il y a quinze ans, il était question de cours de cuisine et d'ateliers de couture ; de nos jours, les filles s'inscrivent aussi à des cours d'électricité, d'architecture d'intérieur ou de construction. Vous pensez que ce sont plutôt des

métiers d'homme ? C'est notre manière de briser les stéréotypes.

La crise du coronavirus joue aussi en défaveur des femmes. Avant tout, parce que le secteur des soins de santé, qui est très fragile, emploie principalement des femmes. Or, les autorités ne parviennent pas à protéger suffisamment le personnel soignant contre le Covid-19.

La crise sanitaire entraîne par ailleurs une flambée du chômage. La plupart des femmes ici ont des emplois qui n'offrent que des revenus journaliers. Lorsque les entreprises sont fermées et que les familles sont confinées à la maison, elles ne sont plus embauchées. Comme leurs entreprises sont informelles, les femmes ne peuvent pas compter sur un appui de l'Etat pour un revenu de remplacement.

Ensuite vient la violence domestique. Pour beaucoup de filles et de femmes, la vie en confinement est davantage une menace qu'une protection. Le domicile devient une sinistre prison

quand on ne peut pas sonner l'alarme ou chercher de l'aide.

Dans un futur proche, nous aimerions re-dynamiser la micro-économie et la formaliser, pour que les cheffes d'entreprises puissent bénéficier à l'avenir d'une allocation en cas d'incapacité de travail temporaire. Nous souhaitons également stimuler l'accès à la communication digitale, car beaucoup de femmes n'ont pas les moyens d'utiliser Internet.

**Les mois et les années à venir seront pour nous placés sous le signe de la lutte contre les violences faites aux femmes. Nous tenterons par ailleurs de sensibiliser le plus de personnes possible à l'égalité de genre, en montrant que l'homme et la femme ont tous deux autant de responsabilités à assumer dans le foyer. C'est une première étape dans la direction d'une reconnaissance des tâches familiales non rémunérées prises en charge essentiellement par les femmes. »**

## DANS NOS ARMOIRES

Dans cette rubrique, nous partons de nos objets du quotidien pour plonger vers le monde.

## DANS LES COULISSES D'UN INCONTOURNABLE PLAISIR GOURMAND

*Qui n'a jamais craqué pour quelques douceurs chocolatées ? Trésor pour nos papilles, atout pour notre santé si on le consomme avec modération, le chocolat est un réconfort auquel il est difficile de résister. Rares sont les armoires des gourmand-es qui n'en regorgent pas ! De la fève à la tablette, fabriquer du chocolat est un art aux multiples savoir-faire. Le revers de ce business, luxuriant pour les industriels et supermarchés : il laisse des traces sociales et environnementales. Heureusement, petit à petit, des initiatives positives prennent vie pour des filières plus durables.*

TEXTE / Stéphanie Vankeer  
PHOTO / Unsplash

### SAVIEZ-VOUS QUE ...

Le chocolat contient des polyphénols, qui permettent de renforcer la muqueuse intestinale, véritable rempart de notre système immunitaire. C'est aussi l'un des aliments les plus riches en flavonoïdes, des antioxydants qui jouent un rôle non négligeable dans la prévention de certaines maladies et permettent de lutter contre le vieillissement prématuré des cellules.

### GOURMANDISE ET BIENFAITS POUR LA SANTÉ

Croquer un morceau de chocolat nous procure du réconfort, voire de l'excitation. Ce n'est pas étonnant, car ses composantes favorisent la sécrétion d'endorphines, l'hormone du bonheur ! De plus, le chocolat noir, fabriqué à partir d'au moins 70% de cacao, est une excellente source de magnésium. Deux carrés par jour participent à faire diminuer la pression artérielle, à lutter contre la fatigue et le stress, et à prévenir ainsi les troubles cardiaques !

### VERS UN CHOCOLAT BELGE DURABLE

Pour que la filière du cacao et, donc du chocolat belge, soit durable, des efforts sont encore à fournir ! A l'instigation du vice-Premier Ministre De Croo, une diversité d'acteurs, dont la centrale CSC Alimentation & Services, ont signé un partenariat pour 'un chocolat belge durable' via une charte intitulée « Beyond Chocolate ». Dès lors, ils s'engagent à lutter contre le travail des enfants et le déboisement, et à assurer aux producteur-trices de cacao un revenu leur permettant de vivre dignement. De bonnes intentions, mais vont-elles se concrétiser ? WSM suit cela de près.

### AGROÉCOLOGIE VERSUS DÉFORESTATION

Environ 70% du cacao cultivé dans le monde provient d'Afrique de l'Ouest. En Côte d'Ivoire et au Ghana, 30% des forêts tropicales ont été détruites pour y planter des cacaoyers. Or, si les cacaoculteur-trices sont sensibilisé-es à l'agroécologie, qui réintroduit de la biodiversité dans les systèmes de production, on peut inverser cette tendance destructrice !

### LE SECTEUR BELGE EN CHIFFRES:

La Belgique est, après les Pays-Bas et l'Allemagne, le plus grand importateur de fèves de cacao en Europe. Chaque année, plus de 300.000 tonnes sont importées via le port d'Anvers, et près de 600.000 tonnes de produits chocolatés sont exportées ensuite vers l'Union européenne, les Etats-Unis et le Japon. Ce secteur représente un chiffre d'affaires annuel de près de 5 milliards d'euros, provenant de 500 entreprises, allant de la grande multinationale aux chocolatiers artisanaux.

### DIRECTION LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE !

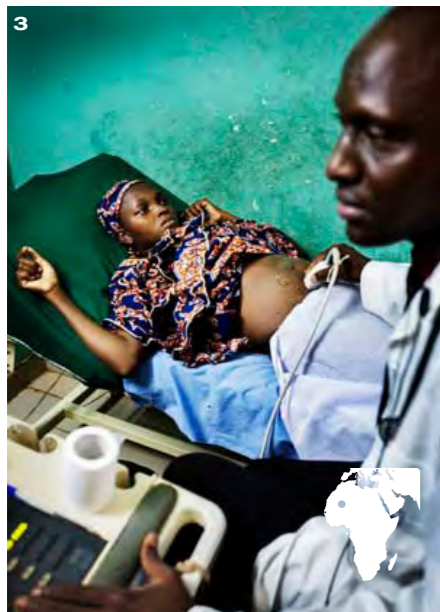
Bien qu'au niveau mondial, la production de cacao provenant de ce pays ne représente que 3%, cela équivaut à 70% du cacao bio vendu partout dans le monde, et une valeur ajoutée annuelle d'environ 190 millions d'euros pour ce pays. Une véritable source de travail et de revenus pour près de 36.000 familles de petit-es agriculteur-trices. Encore faut-il que les richesses soient bien redistribuées ! Ainsi, WSM, à travers le syndicat CASC, soutient, sur place, les cacaoculteur-trices dans leurs luttes pour plus de droits et un salaire décent.

### LE CHOCOLAT, UNE FIERTÉ BELGE, MAIS ...

Derrière ce produit phare qui fait la réputation de la Belgique, les producteur-trices subissent les fluctuations de prix et des conditions de travail et de vie difficiles, tandis que les industriels, les négociants et les supermarchés, eux, sont les grands gagnants de la filière. En tant que « pays du chocolat », la Belgique a un rôle de pionnier à jouer pour faire adopter une loi européenne contraignante obligeant les entreprises à respecter les droits humains. Ce n'est que lorsque l'ensemble de la chaîne sera durable que nous pourrons à nouveau être réellement fier-es de notre chocolat « belge » !

# LE SOIN DANS LE VISEUR

Être en bonne santé, c'est plus que ne pas être malade. De la même manière, les soins ne concernent pas que le secteur des soins de santé... Les partenaires de WSM agissent, partout, pour prendre soin des plus vulnérables, dans tous les sens du terme. Les syndicats veillent à un travail digne. Ils permettent la résilience. Les mutuelles de santé garantissent des soins de santé abordables. Grâce à eux, les gens sont mieux informés, sur une alimentation saine ou les moyens de prévenir les maladies. Par l'éducation, la formation, l'accueil, l'accompagnement, les organisations de jeunesse agissent afin d'offrir aux jeunes un avenir meilleur. Les organisations de femmes veillent, elles, au respect des droits des femmes. Ensemble, connectés en réseaux, les partenaires de WSM défendent une protection sociale universelle. Revue non-exhaustive en photos.



**1. Philippines:** les infirmières du syndicat AHW défendent leurs droits. // **2. République dominicaine:** le syndicat CASC défend les droits des travailleur-euses de plantations de bananes. // **3. Mali:** l'Union de mutuelles UTM rend les soins de santé abordables pour la population. // **4. Bangladesh:** notre partenaire GK concentre une partie de ses activités sur le bien-être des personnes âgées. // **5. Mali:** grâce à l'adhésion à une mutuelle, tous les membres d'une famille peuvent bénéficier de soins médicaux. // **6. Burundi:** les jeunes apprennent un métier à AGAKURA. // **7. Bolivie:** malheureusement, la majorité des personnes âgées en Bolivie ne perçoivent pas de pension. Et cela signifie travailler le plus longtemps possible pour gagner de l'argent. // **8. Inde:** éducation à la santé des jeunes filles, organisée par notre partenaire AREDS. // **9. République dominicaine:** les habitants des bateyes ou des bidonvilles reçoivent la visite de la clinique mobile du MOSCTHA.





PB-PP  
BELGIE(N) - BELGIQUE

WSM-Magazine  
magazine trimestriel de WSM  
avril - mai - juin 2020  
P309504 - Bureau de dépôt Gent X



**WHEN I IS REPLACED BY WE  
EVEN ILLNESS BECOMES WELLNESS\***  
MALCOLM X.

*\* Quand le «JE» fait place au «NOUS», la maladie laisse la place au bien-être.*